

Arrangement administratif sur la coopération

entre

la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin

et

**le Ministère du Transport, Administration maritime,
de la République de Bulgarie**

concernant les certificats de conduite

La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (« la CCNR ») et le Ministère du Transport, Administration maritime, de la République de Bulgarie,

Soucieux de simplifier les obligations des professionnels et de faciliter la libre circulation des équipages,

S'inscrivant ce faisant dans la volonté d' « accélérer la coopération paneuropéenne en vue d'une libéralisation et d'un renforcement du transport fluvial », exprimée lors des Conférences Paneuropéennes de Rotterdam (2001) et de Bucarest (2006),

Constatant que la reconnaissance mutuelle des certificats de conduite doit s'accompagner de mécanismes de coopération administrative entre les autorités rhénanes et les autorités bulgares, pour notamment garantir l'équivalence dans le temps des certificats concernés, développer des pratiques communes et mettre en place des systèmes fiables d'échange d'informations,

Sont convenues de ce qui suit.

Article 1^{er}

Reconnaissance mutuelle

La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin du certificat de conduite bulgare à compter du 1^{er} juillet 2012 dès lors que les conditions complémentaires suivantes sont remplies :

- Le titulaire doit présenter une attestation de connaissances de secteur conforme à l'annexe D3 du Règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le Bac de Spijk ;
- Le titulaire âgé de 50 ans révolus doit présenter une attestation relative à son aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin et qui doit être renouvelée selon les modalités prévues par ledit règlement.

Les autorités bulgares compétentes reconnaissent la validité de la Grande Patente sur l'ensemble des voies d'eau bulgares, sans condition complémentaire.

Article 2

Autorités compétentes

1. Les autorités habilitées à délivrer la Grande Patente et l'attestation de connaissances de secteur pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le bac de Spijk sont :

Etat	Autorité de délivrance
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles
CH	Direction ports rhénans suisses, Postfach, CH-4019 Bâle
D	Wasser- und Schifffahrtsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz
F	Service de la Navigation de Strasbourg 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Strasbourg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. L'autorité bulgare compétente pour délivrer le certificat de conduite bulgare est :

Maritime Administration	Ruse 7000 20 Pristanistna St. stw_rs@marad.bg	Tel.: +359 82 815 815 Fax: +359 82 824 009
-------------------------	---	---

3. Les parties s'informent sans délai de toute modification de la liste des autorités compétentes, conformément à l'article 6 du présent arrangement.

Article 3

Réunions communes

Une réunion commune est organisée en tant que de besoin avec les experts des Etats membres de la CCNR et de la République de Bulgarie. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux experts des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, de même qu'aux experts des Etats et organisations internationales bénéficiant du statut d'observateur à la CCNR. Le Secrétariat de la CCNR fournira l'aide logistique nécessaire à l'organisation de ces réunions.

La réunion commune a notamment pour objectifs :

- de contribuer à ce que les évolutions et adaptations réglementaires, qui seront nécessaires à l'avenir, soient concordantes dans les différentes réglementations ;
- de discuter des difficultés d'application de l'arrangement rencontrées, des infractions constatées et des réponses souhaitables à y apporter ;
- de coordonner les mécanismes de contrôle entre les Etats ;
- de comparer les modalités d'examen des connaissances professionnelles appliquées dans les différents Etats ;
- de contribuer à l'uniformisation des attestations.

Article 4

Réunion commune des commissions d'examen

Une réunion commune des commissions d'examen rhénanes et bulgare sera organisée régulièrement, afin d'échanger les expériences et les éventuelles difficultés d'application rencontrées et de rapprocher les pratiques desdites commissions. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux commissions d'examen des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, ainsi qu'aux commissions d'examen des Etats observateurs à la CCNR.

Article 5

Transmission des informations relatives aux décisions de retrait, de suspension et d'interdiction de naviguer

Les autorités compétentes rhénanes et bulgare s'informent mutuellement et sans délai de toute décision de retrait ou de suspension de certificat, ou de toute mesure d'interdiction de naviguer prononcée. Les informations seront dans un premier temps transmises par l'intermédiaire du Secrétariat de la CCNR. Elles pourront à terme être transmises par voie électronique.

Article 6

Devoir d'information et de concertation en cas d'amendement à la réglementation

Les parties s'informent mutuellement, dès que possible et indépendamment des réunions communes, des modifications et développements qui sont envisagés pour leur réglementation. Elles se concertent avant de procéder à leur adoption, afin d'éviter qu'une modification remette en cause l'équivalence des deux réglementations. En cas de modification, elles transmettent sans délai la réglementation amendée, en précisant sa date d'entrée en vigueur.

Article 7

Fin de la reconnaissance mutuelle


1. Si, suite à une modification réglementaire, l'une des parties estime que les conditions d'obtention des certificats de conduite ne sont plus équivalentes, les parties se rencontrent afin de trouver une solution négociée pour maintenir la reconnaissance mutuelle des certificats concernés.
2. Si, au terme de la négociation, l'une des parties reste convaincue que les réglementations ne sont plus équivalentes, la décision de reconnaissance mutuelle des certificats concernés pourra être abrogée. Cette décision prendra effet douze mois après sa notification à l'autre partie.

Article 8

Dispositions finales

1. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2012.
2. Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent arrangement par notification écrite adressée à l'autre partie contractante. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de la notification par l'autre partie.
3. Une version originale de l'arrangement, dont les textes français, allemand, néerlandais et bulgare font également foi, est déposée auprès du Secrétaire général de la CCNR.

Budapest, le 15 décembre 2011



Jean-Marie WOEHLING
Secrétaire Général
Commission Centrale pour la Navigation du
Rhin



Capt. Sergey TZARNAKLIYSKI
Directeur général de l'Administration maritime
bulgare

Verwaltungsvereinbarung für die Zusammenarbeit

zwischen

der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt

und

dem Verkehrsministerium, Seeverkehrsverwaltung, der Republik Bulgarien

im Bereich der Schiffsführerzeugnisse

Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt („die ZKR“) und das Verkehrsministerium, Seeverkehrsverwaltung, der Republik Bulgarien treffen

in dem Bestreben, die Verpflichtungen der Gewerbetreibenden in der Binnenschifffahrt zu vereinfachen und die Freizügigkeit der Besatzungsmitglieder zu erleichtern,

nach Maßgabe des auf den gesamteuropäischen Konferenzen in Rotterdam (2001) und Bukarest (2006) bekundeten Willens zum „Vorbringen der gesamteuropäischen Kooperation für ein freies und starkes Transportwesen auf den Binnenwasserstraßen“,

in der Feststellung, dass die gegenseitige Anerkennung der Schiffsführerzeugnisse an Mechanismen der Zusammenarbeit zwischen den Rheinschifffahrtsbehörden und den bulgarischen Behörden zu koppeln ist, insbesondere um mittelfristig die Gleichwertigkeit der betreffenden Zeugnisse zu gewährleisten, gemeinsame Praktiken zu entwickeln und zuverlässige Systeme für den Informationsaustausch einzurichten,

folgende Vereinbarung:

Artikel 1

Gegenseitige Anerkennung

Die ZKR hat entschieden, durch Beschlussfassung das bulgarische Schiffsführerzeugnis auf dem Rhein als gültig ab dem 1. Juli 2012 anzuerkennen, sofern zusätzlich die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:

- Für die Fahrt auf dem Abschnitt zwischen Iffezheim und der Spyck'schen Fähre vom Inhaber ein Streckenzeugnis nach Anlage D3 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein vorzulegen;
- der Inhaber muss bei Vollendung des 50. Lebensjahres einen Bescheid zu seiner Tauglichkeit gemäß dem Muster B3 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein vorlegen, der nach Maßgabe der genannten Verordnung zu erneuern ist.

Die zuständigen bulgarischen Behörden erkennen das Große Patent ohne zusätzliche Voraussetzung auf sämtlichen bulgarischen Binnenwasserstraßen als gültig an.

Artikel 2

Zuständige Behörden

1. Folgende Behörden sind befugt, das Große Patent und das Streckenzeugnis für die Fahrt auf der Strecke zwischen Iffezheim und der Spycck'schen Fähre auszustellen:

Staat	Ausstellende Behörde
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Brüssel
CH	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
D	Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Straßburg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. Die zur Ausstellung des bulgarischen Schiffsführerzeugnisses befugte bulgarische Behörde ist die

Maritime Administration	Ruse 7000 20 Pristanistna St. stw_rs@marad.bg	Tel.: +359 82 815 815 Fax: +359 82 824 009
-------------------------	---	---

3. Die Parteien informieren einander nach Artikel 6 der vorliegenden Vereinbarung unverzüglich von etwaigen Änderungen am Verzeichnis der zuständigen Behörden.

Artikel 3

Gemeinsame Sitzungen

Es sind, soweit erforderlich, gemeinsame Sitzungen der Experten der Mitgliedstaaten der ZKR und der Republik Bulgarien abzuhalten. An den gemeinsamen Sitzungen können auch Experten von Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse und Radarzeugnisse auf dem Rhein als gültig anerkannt werden, sowie Experten von Staaten und internationalen Organisationen, die bei der ZKR als Beobachter zugelassen sind, teilnehmen. Das Sekretariat der ZKR bietet die logistische Unterstützung, die für die Organisation der gemeinsamen Sitzungen erforderlich ist.

Mit den gemeinsamen Sitzungen werden insbesondere folgende Ziele verfolgt:

- Beitrag zur übereinstimmenden Gestaltung der verschiedenen geltenden Vorschriften im Zuge künftig erforderlicher Entwicklungen und Anpassungen der Bestimmungen;
- Erörterung von Schwierigkeiten bei der Umsetzung dieser Vereinbarung, von Verstößen und von wünschenswerten Abhilfemaßnahmen;
- Koordination der Überprüfungsmechanismen zwischen den Staaten;
- Vergleich der Modalitäten bei der Prüfung der beruflichen Kenntnisse in den verschiedenen Staaten;
- Beitrag zur Vereinheitlichung der Zeugnisse.

Artikel 4

Gemeinsame Sitzung der Prüfungskommissionen

Es sind regelmäßig gemeinsame Sitzungen der für die Rheinschifffahrt und für die Binnenschifffahrt in der Republik Bulgarien zuständigen Prüfungskommissionen abzuhalten, auf denen Erfahrungen ausgetauscht, etwaige Schwierigkeiten bei der Umsetzung erörtert und die Praktiken der Prüfungskommissionen einander angenähert werden sollen. Zu diesen Sitzungen können auch die Prüfungskommissionen der Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse oder Radarzeugnisse auf dem Rhein anerkannt sind, sowie die Prüfungskommissionen der Beobachterstaaten bei der ZKR zugelassen werden.

Artikel 5

Übermittlung von Informationen über Anordnungen betreffend den Entzug und die Aussetzung von Zeugnissen sowie Fahrverbote

Die zuständigen rheinischen und bulgarischen Behörden informieren einander unverzüglich von Anordnungen betreffend den Entzug oder die Aussetzung von Zeugnissen bzw. der Erteilung von Fahrverboten. Die Übermittlung dieser Informationen erfolgt zunächst über das ZKR-Sekretariat. Sie kann später auf elektronischem Wege erfolgen.

Artikel 6

Informations- und Abstimmungspflicht im Falle von Änderungen der jeweils geltenden Vorschriften

Die Parteien informieren sich gegenseitig sobald als möglich und unabhängig von gemeinsamen Sitzungen über Änderungen und Entwicklungen, die in Bezug auf die bei ihnen geltenden Vorschriften geplant sind. Bevor Änderungen zur Beschlussfassung kommen, stimmen sich die Parteien untereinander ab, um zu vermeiden, dass durch eine Änderung die Gleichwertigkeit der jeweils für die Parteien geltenden Vorschriften in Frage gestellt wird. Sofern eine Vorschrift geändert wird, sind die betreffenden Bestimmungen in der geänderten Fassung unter Angabe des Datums ihres Inkrafttretens unverzüglich an die anderen Parteien zu übermitteln.

Artikel 7

Ende der gegenseitigen Anerkennung

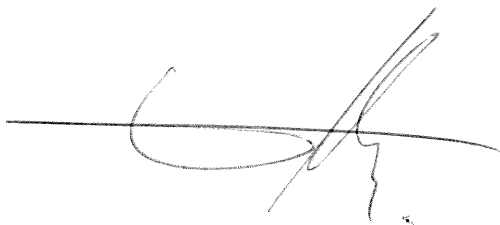
1. Sofern im Nachgang zu einer Änderung der Vorschriften eine der Parteien zu der Auffassung gelangt, dass in Bezug auf den Erwerb von Schiffsführerzeugnissen die Gleichwertigkeit der Voraussetzungen nicht mehr gegeben ist, treffen sich die Parteien, um über eine Lösung zu verhandeln, mit deren Hilfe sich die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse aufrecht erhalten lässt.
2. Wenn nach Abschluss der Verhandlungen eine der Parteien nach wie vor der Überzeugung ist, dass die Vorschriften nicht mehr gleichwertig sind, kann der Beschluss über die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse außer Kraft gesetzt werden. Der betreffende Beschluss tritt zwölf Monate nach Zustellung an die andere Partei in Kraft.

Artikel 8

Schlussbestimmungen

1. Diese Vereinbarung tritt am 1. Juli 2012 in Kraft.
2. Jede der Vertragsparteien kann diese Vereinbarung durch Zustellung an die andere Partei kündigen. Die Kündigung wird zwölf Monate nach Erhalt der Zustellung durch die andere Partei wirksam.
3. Eine Urschrift der Vereinbarung, deren französischer, deutscher, niederländischer und bulgarischer Wortlaut gleichermaßen verbindlich sind, wird beim Generalsekretär der ZKR hinterlegt.

Budapest, den 15. Dezember 2011



Jean-Marie WOEHLING
Generalsekretär
Zentralkommission für die Rheinschifffahrt



Capt. Sergey TZARNAKLIYSKI
Generaldirektor der bulgarischen
Seeverkehrsverwaltung

Administratieve overeenstemming over de samenwerking

tussen

de Centrale Commissie voor de Rijnvaart

en

**het Ministerie van Transport, Dienst Maritieme Zaken
van de Republiek Bulgarije**

inzake vaarbewijzen

De Centrale Commissie voor de Rijnvaart ("CCR") en het Ministerie van Transport, Dienst Maritieme Zaken van de Republiek Bulgarije,

strevend naar een vereenvoudiging van de verplichtingen van het bedrijfsleven en een vergemakkelijking van het vrije verkeer van de bemanningsleden,

in aansluiting op de bij de Pan-Europese Conferenties van Rotterdam (2001) en van Boekarest (2006) geuite wens, de Pan-Europese samenwerking voor een vrijere en sterkere binnenvaart te bevorderen,

vaststellend dat de wederzijdse erkenning van vaarbewijzen aan samenwerkingsmechanismen tussen de Rijnvaartautoriteiten en de Bulgaarse autoriteiten gekoppeld moet worden, in het bijzonder om op termijn de gelijkwaardigheid van de bewijzen te waarborgen, gemeenschappelijke praktijken te ontwikkelen en betrouwbare systemen voor de informatie-uitwisseling tot stand te brengen,

komen het volgende overeen:

Artikel 1

Wederzijdse erkenning

De CCR heeft een besluit aangenomen waarin bepaald is dat het Bulgaarse vaarbewijs vanaf 1 juli 2012 op de Rijn als geldig worden erkend, indien aan de volgende aanvullende voorwaarden is voldaan:

- de houder dient voor de vaart op het riviergedeelte tussen Iffezheim en het Spijksche Veer een bewijs voor riviergedeelten conform bijlage D3 van het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn over te leggen;
- de houder moet vanaf het bereiken van de leeftijd van 50 jaar een bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid conform bijlage B3 van het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn overleggen, dat volgens de door dat reglement voorgeschreven modaliteiten moet worden verlengd.

De geldigheid van het Grote Patent wordt door de bevoegde Bulgaarse autoriteiten op alle Bulgaarse waterwegen zonder aanvullende voorwaarde erkend.

Artikel 2

Bevoegde autoriteiten

1. De volgende autoriteiten zijn bevoegd het Grote Patent en het bewijs voor riviergedeelten om te kunnen varen tussen Iffezheim en het Spijksche Veer af te geven:

Land	Afgevende autoriteit
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobilité en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Brussel
CH	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
D	Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Straatsburg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. De bevoegde Bulgaarse autoriteit voor de afgifte van het Bulgaarse vaarbewijs is :

Maritime Administration	Ruse 7000 20 Pristanistna St. stw_rs@marad.bg	Tel.: +359 82 815 815 Fax: +359 82 824 009
-------------------------	---	---

3. De partijen informeren elkaar krachtens artikel 6 van deze overeenstemming onverwijld over elke wijziging in de lijst van bevoegde autoriteiten.

Artikel 3

Gemeenschappelijke bijeenkomsten

Er worden, indien noodzakelijk, gemeenschappelijke bijeenkomsten met de deskundigen van de CCR-lidstaten en de Bulgaarse Republiek georganiseerd. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook deskundigen van de landen waarvan de vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen op de Rijn als geldig zijn erkend, evenals deskundigen van landen en internationale organisaties die de status van waarnemer bij de CCR hebben, deelnemen. Het CCR-secretariaat biedt de logistieke ondersteuning die voor de organisatie van de gemeenschappelijke bijeenkomsten nodig is.

Met de gezamenlijke bijeenkomsten wordt in het bijzonder het volgende beoogd:

- ertoe bijdragen dat de toekomstige ontwikkelingen en noodzakelijke reglementaire aanpassingen in de verschillende regelgevingen uniform plaatsvinden;
- overleg plegen over problemen bij de toepassing van de overeenstemming, bij overtredingen en over mogelijke oplossingen;
- de controlemechanismen tussen de landen te coördineren;
- de examenmodaliteiten van de beroepskennis in de verschillende landen te vergelijken;
- bij te dragen aan de uniformering van de bewijzen.

Artikel 4

Gemeenschappelijke bijeenkomst van de examencommissies

Er worden regelmatig gemeenschappelijke bijeenkomsten van de voor de Rijnvaart en voor de binnenvaart in Bulgarije bevoegde examencommissies georganiseerd, teneinde ervaringen uit te wisselen, eventuele toepassingsmoeilijkheden te bespreken en de praktijken van de examencommissies nader af te stemmen. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook examencommissies van de landen waarvan de vaarbewijzen op de Rijn erkend zijn, evenals examencommissies van landen met een waarnemersstatus bij de CCR, deelnemen.

Artikel 5

Informatieverstrekking over intrekking en opschorting van bewijzen en over vaarverboden

De bevoegde Rijnvaartautoriteiten en voor de scheepvaart bevoegde Bulgaarse autoriteit informeren elkaar onverwijld over de intrekking of opschortingen van bewijzen of over een vaarverbod. In eerste instantie zal deze informatie door het secretariaat van de CCR worden doorgegeven. Deze informatie zal met verloop van tijd elektronisch kunnen worden medegedeeld.

Artikel 6

Informatie- en afstemmingsplicht in geval van wijziging van de regelgeving

De partijen informeren elkaar zo snel mogelijk en onafhankelijk van de gemeenschappelijke bijeenkomsten over wijzigingen en ontwikkelingen die hun regelgevingen betreffen. Alvorens over te gaan tot een besluit, vindt er een onderlinge afstemming tussen de partijen plaats om te vermijden dat een wijziging de gelijkwaardigheid van beide regelgevingen in het geding zou brengen. In voorkomend geval brengen de partijen onverwijld de gewijzigde regelgeving ter kennis, met vermelding van de datum van inwerkingtreding.

Artikel 7

Einde van de wederzijdse erkenning


1. Wanneer, ten gevolge van een wijziging van een voorschrift één van de partijen van mening is dat de voorwaarden voor het verkrijgen van vaarbewijzen niet meer gelijkwaardig zijn, kunnen de partijen bijeenkomen teneinde in overleg een oplossing te zoeken, zodat de wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen kan worden behouden.
2. Mocht na het overleg één van de partijen nog steeds van mening zijn dat de reglementen niet meer gelijkwaardig zijn, kan het besluit ter wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen worden opgeheven. Dat besluit wordt twaalf maanden nadat de andere partij daarvan in kennis is gebracht, van kracht.

Artikel 8

Slotbepalingen

1. Deze overeenstemming treedt op 1 juli 2012 in werking.
2. Elk van de overeenkomstsluitende partijen kan deze overeenstemming door een schriftelijke kennisgeving aan de andere overeenkomstsluitende partij opzeggen. De opzegging wordt twaalf maanden na ontvangst van de kennisgeving door de andere partij van kracht.
3. Een originele versie van de overeenstemming, waarvan de Duitse, Franse, Nederlandse en Bulgaarse teksten gelijkelijk authentiek zijn, wordt bij de Secretaris-Generaal van de CCR.

Gedaan te Budapest op 15 december 2011



Jean-Marie WOEHLING
Secretaris-Generaal
Centrale Commissie voor de Rijnvaart



Capt. Sergey TZARNAKLIYSKI
Directeur van de Bulgaarse Dienst Maritieme
Zaken

**АДМИНИСТРАТИВНО СПОРАЗУМЕНИЕ ЗА ВЗАИМНО ПРИЗНАВАНЕ
НА СВИДЕТЕЛСТВА ЗА ПРАВОСПОСОБНОСТ**

МЕЖДУ

**ПРАВИТЕЛСТВОТО НА РЕПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ ПРЕДСТАВЕНО ЧРЕЗ
МИНИСТЕРСТВО НА ТРАНСПОРТА, ИНФОРМАЦИОННИТЕ ТЕХНОЛОГИИ И
СЪОБЩЕНИЯТА – ИЗПЪЛНИТЕЛНА АГЕНЦИЯ „МОРСКА
АДМИНИСТРАЦИЯ”**

И

ЦЕНТРАЛНАТА КОМИСИЯ ЗА КОРАБОПЛАВАНЕ ПО РЕЙН

Министерството на транспорта, информационните технологии и съобщенията - Изпълнителна агенция „Морска администрация” на Република България и Централната комисия за корабоплаване по река Рейн (ЦККР)

желаейки да облекчат задълженията възложени на специалистите по вътрешни водни пътища и да улеснят свободното движение на плавателния състав,

и в този смисъл стремейки се “да ускорят паневропейското сътрудничество с оглед либерализирането и утвърждаването на транспорта по вътрешни водни пътища”, съгласно паневропейските конференции в Ротердам (2001) и Букурещ (2006),

отбелязвайки, че взаимното признаване на свидетелства за правоспособност трябва да е съпътствано от механизми за административно сътрудничество между ЦККР и българските органи с цел да се гарантира съответствие на свидетелствата, да се разработят общи практики и да се установят надеждни системи за обмен на информация,

се споразумяха за следното.

Член 1

Взаимно признаване

Валидността на българските свидетелства за правоспособност по Рейн се признава съгласно резолюция на ЦККР, считано от 1 юли 2012 г. след като е изпълнено следното допълнително условие:

- титулярът на свидетелството за правоспособност трябва да представи документ, че е запознат с района за плаване между Ифзейм (Iffezheim) и Спийк (Spijk) в съответствие с Приложение D3 на Правилника за корабоплаване по река Рейн.
- титулярът на свидетелство за правоспособност на възраст навършени 50 години трябва да представи свидетелство за физическа и психическа годност съгласно анекс В3 на Регламента за специалистите, които плават по Рейн и който трябва да бъде подновяван съгласно разпоредбите на споменатия Регламент.

Компетентните български органи признават валидността на свидетелството за правоспособност (Grande Patente) за всички вътрешни водни пътища на Република България без допълнителни условия.

Член 2

Компетентни органи

1. Оправомощени органи за издаване на свидетелство за правоспособност (Grande Patente) и свидетелство за правоспособност в района между Ифзейм (Iffezheim) и Спийк (Spijk)

Държава	Издаващ орган
B	S.P.F. Mobilité et Transports (Мобилност и транспорт) / F.O.D. Mobiliteit en Vervoer (Мобилност и транспорт) Direction Générale Transport Terrestre (Главна дирекция „Наземен транспорт“)/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land (Главна дирекция „Наземен транспорт“) City Atrium rue du Progrès 56 (град Атриум, ул. Прогрес 56)/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 (град Атриум, ул. Прогрес 56) B-1210 Bruxelles (Брюксел)
CH	Direction ports rhénans suisses (Швейцарска пристанищна дирекция на река Рейн), Postfach (Постфач), CH-4019 Bâle (Бал)
D	Воден транспорт и корабоплаване – Запад Wasser- und Schifffahrtsdirektion West (Воден транспорт и корабоплаване – Запад), Cheruskerring 11 (Черускеринг 11), D- 48147 Мюнстер (Münster) Wasser- und Schifffahrtsdirektion Süd (Воден транспорт и корабоплаване – Юг), Wörthstrasse 19 (Вортштрасе 19), D-97082 Вюрцбург (Würzburg) Wasser- und Schifffahrtsdirektion Südwest (Воден транспорт и корабоплаване – Югозапад), Bruckner Straße 2 (Брюкнър Страбе 2), D-55127 Майнц (Mainz)
F	Service de la Navigation de Strasbourg (Отдел за корабоплаване Страсбург) 14 rue du Maréchal Juin (ул. Маршал Жуан 14), F-67084 Strasbourg (Страсбург)
NL	CCV, afdeling binnenvaart (афделинг биненварт) Постбус (Postbus) 1970 2280 DZ Рийсвийк (Rijswijk)

2. Компетентният български орган за издаване на свидетелство за правоспособност е:

Изпълнителна агенция „Морска администрация” Дирекция „Морска администрация” - Русе	Гр. Русе 7000 ул. Пристанищна 20 stw_rs@marad.bg	тел : +359 82 815 815 факс : +359 82 824 009
---	---	---

3. Договарящите се страни се информират незабавно за всички промени в списъка на компетентните органи в съответствие с член 6 от това Споразумение.

Член 3

Общи събрания

При необходимост се свиква Общо събрание съставено от експерти от държавите-членки на ЦККР и Република България. В събранието може да участват и експерти от държави, чиито свидетелства за правоспособност и свидетелства за право на управление на кораб с помощта на радиолокатор са признати по река Рейн, както и експерти от държави и международни организации, които се ползват със статут на наблюдател в ЦККР. Секретариатът на ЦККР предоставя необходимата логистична подкрепа за организиране на тези събрания.

Целите на Общото събрание са:

- да гарантира, че развитието и евентуалните изменения в нормативната уредба, които ще бъдат необходими в бъдеще няма да противоречат на общите условия;
- да обсъжда трудностите по прилагането на Споразумението, констатираните нарушения и евентуалното им разрешаване;
- да координира механизмите за контрол между държавите;
- да сравнява начините за изпитване за придобиване на свидетелства за правоспособност в различните държави;
- да спомага за уеднаквяване на свидетелствата.

Член 4

Общо събрание на изпитните комисии

Общо събрание на изпитните комисии на река Рейн и тези на Република България се свиква редовно с цел да се обменя опит и да се дискутират трудностите срещнати по прилагането на Споразумението и да се уеднаквят практиките на тези комисии. В събранието може да участват и изпитни комисии на държави, чиито свидетелства за правоспособност и свидетелства за право на управление на кораб с помощта на радиолокатор са признати по река Рейн, както и изпитни комисии на държавите със статут на наблюдател в ЦККР.

Член 5

Предаване на информация, свързана с решения за отнемане, временно отнемане и забрана за плаване

Компетентните органи на река Рейн и българските органи се информират взаимно и своевременно за всяко решение за отнемане или временно отнемане на свидетелството за правоспособност или за всяка взета мярка за забрана за плаване. Информацията първоначално се предава чрез Секретариата на ЦККР. Информацията може да бъде изпратена по електронен път.

Член 6

Задължение за информиране и консултиране в случай на предложение за изменение на нормативната уредба

Договарящите се страни по Споразумението се информират взаимно, във възможно най-кратки срокове и независимо от срещите на Общото събрание, за изменения на нормативната уредба. Договарящите се страни се консултират помежду си преди приемането на изменения в съответната нормативна база с цел избягване на бъдещи несъответствия. В случай на изменение, Договарящите се страни незабавно представят измененията в нормативната уредба, като уточняват датата на влизането им в сила.

Член 7

Прекратяване на взаимното признаване

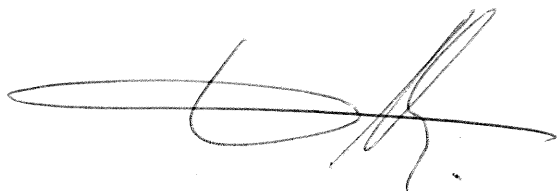
1. При промени в нормативната уредба, ако една от Договарящите се страни счита, че условията за получаване на свидетелство за правоспособност и свидетелства за право на управление на кораб с помощта на радиолокатор вече не са еднакви, Договарящите се страни се срещат с цел да намерят решение преговаряйки за запазване на взаимното признаване на съответните свидетелства.
2. Ако след преговори, една от Договарящите се страни е убедена, че условията вече не са еднакви, решението за взаимно признаване на съответните свидетелства може да бъде отменено. Това решение влиза в сила дванадесет месеца след съобщаването му на другата Договаряща се страна.

Член 8

Заклучителни разпоредби

1. Това споразумение влиза в сила на 1 юли 2012 година.
2. Всяка от Договарящите се страни може да прекрати това Споразумение с писмено предизвестие до другата Договаряща се страна. Денонсирането влиза в сила дванадесет месеца след получаването на известието от другата Договаряща се страна.
3. Оригиналният текст на Споразумението се депозира при Генералния секретар на ЦККР. Френският, немският, холандският и българският текст на Споразумението са еднакво достоверен.

Будапеща, 15-ти декември 2011 година.



Жан-Мари Вьохрлинг
Главен секретар на
Централната комисия за корабплаване по
река Рейн



к.д.п. Сергей Църнаклийски
изпълнителен директор на
ИА „Морска администрация“